



La demande d'un état d'urgence par Trudeau de faire la guerre à ses opposants politiques repose sur la fraude et des violations massives de la Constitution canadienne.

Par [Anthony Hall](#)

Mondialisation.ca, 18 février 2022

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

En octobre 2021, j'ai observé que « nos gouvernements ne sont plus légitimes. » J'ai observé plus particulièrement le désordre chaotique créé dans notre pays par Justin Trudeau à partir du moment où il a décidé en 2020 de transformer le poste de Premier ministre canadien en celui de tsar national des vaccins. [Voir ceci](#).

En ce moment même, Trudeau essaie de prendre le contrôle du Parlement canadien. Selon les mots du journaliste américain Leo Hohmann, son objectif est « essentiellement de se déclarer dictateur suprême de la nation située à notre frontière nord. » Voir [ceci](#).

De nombreuses personnalités dénoncent le fait que le recours par M. Trudeau à la version moderne de la Loi sur les mesures de guerre est à la fois « inconstitutionnel et non étayé par des faits ». Ces opinions font l'objet d'une couverture médiatique générale aux États-Unis, par exemple dans Newsweek et le New York Post. [Voir ceci](#).

J'ai souligné l'ironie de la tendance des gouvernements du Canada et du monde entier à faire des déclarations d'état d'urgence. Cette tendance s'est manifestée avec force après le 11 septembre 2001 et est devenue encore plus scandaleuse avec la propagande massive faite autour du célèbre coronavirus au début de 2020.

Au nom de la situation d'urgence sous faux drapeau, les gouvernements se sont octroyés de nombreux nouveaux pouvoirs, puis ont agi en fonction de leurs revendications de manière à tuer, mutiler, emprisonner et mettre en faillite des gens, ce qui a entraîné une énorme déstabilisation de la société telle que nous la connaissons.

Cet abus de pouvoir et généralisé du gouvernement a provoqué des désastres économiques, des désastres en matière de libertés civiles, des taux de suicides alarmants, des désastres sur le plan médical, des désastres en matière d'éducation et dû à la guerre psychologique impitoyable des médias, financés dans bien des cas par la famille du crime Bill Gates. À la lumière de tout cela, je demande dans mon dernier commentaire publié aujourd'hui, le 16 février, « Justin Trudeau mène-t-il une guerre contre la sécurité nationale du Canada et des Canadiens ? » [Voir ceci](#).

Cet article suit de près mon précédent article, « [Trudeau et les camionneurs](#) » .

L'un des principaux acteurs de ce coup d'État tenté par les libéraux de Trudeau au Canada est Chrystia Freeland. Mme Freeland est à la fois ministre des finances du Canada et membre du conseil d'administration du Forum économique mondial, basé en Suisse. Elle collabore étroitement avec Justin Trudeau et le chef du NPD, Jagmeet Singh, qui sont également des disciples du fondateur du FEM, Klaus Schwab. Schwab et son [jardin d'enfants canadien](#) (les jeunes leaders du Forum économique mondial) cherchent à imposer un « *Great Reset* ».

Nous obtenons maintenant davantage de preuves que le *Great Reset* est, dans son contexte canadien, un coup de force mené par l'ensemble des co-conspirateurs Schwab/Freeland/Trudeau/Singh. Le caractère radical de ce coup de force devient particulièrement clair dans la description que fait Freeland du nouveau régime de lois bancaires terroristes qui est en train d'entrer en vigueur de façon précipitée. On part du principe que les camionneurs sont des terroristes, des occupants et des insurgés qui doivent être arrêtés par des changements radicaux dans la structure de nos principales sources financières au Canada. Les banquiers, semble-t-il, sont impliqués dans ce coup d'État.

La loi conférerait aux banques d'énormes nouveaux pouvoirs pour saisir les comptes des clients qu'elles soupçonnent d'être des camionneurs » terroristes « . Ces nouveaux pouvoirs pourraient également s'appliquer aux partenaires, amis, familles, alliés et associés de ceux qui sont unilatéralement déclarés terroristes par les banquiers et qui ne sont soumis à aucune surveillance judiciaire.

Ce processus de destruction financière des cibles de la guerre de Trudeau contre les dissidents peut se dérouler entièrement à la discrétion des banquiers qui sont maintenant essentiellement appelés à jouer un rôle central dans le processus dictatorial des mesures d'urgence. Comme les fabricants des injections mortelles COVID, les banquiers canadiens qui se sont alliés à Trudeau seront indemnisés dans leur nouveau rôle de police financière. Ils ne pourront pas être poursuivis par les victimes du règne de la terreur financière instauré par Freeland et ses co-conspirateurs du FEM.

Il est de plus en plus clair que les forces mondialistes, y compris le FEM, sont à la tête des efforts déployés par les grands médias et du gouvernement pour diffamer et criminaliser les nombreuses personnes qui s'identifient au programme du Convois canadiens de la Liberté. Le porte-parole canadien du coup d'État mondial veut prolonger le régime américain de Biden, qui se préoccupe de ruiner la vie des opposants politiques, en qualifiant les personnes issues des « déplorables » de « terroristes nationaux » et de « suprémacistes blancs ».

Preuves truquées ?

L'effort de Trudeau pour instituer la loi d'urgence n'a aucun motif réel pour l'appliquer. La principale prétendue preuve présentée est une déclaration de la police en Alberta concernant la découverte d'une supposée cellule terroriste lors de la manifestation de Coutts, juste au sud de Lethbridge, où je vis. Un reportage de Global News présente les affirmations de la police ainsi que des photos des armes qu'elle prétend avoir découvertes parmi les manifestants.

Bien sûr, rien de tout cela n'a fait l'objet d'un procès. Il semble toutefois que les procédures judiciaires soient de moins en moins pertinentes à notre époque. Nous vivons à une époque où il existe de nombreuses preuves que le procès par les médias est tout ce qui est

nécessaire pour détruire les personnes qui cherchent à dénoncer le crime et la corruption. Ce scénario se déroule à la perfection dans la guerre de dénigrement et de désinformation menée contre les camionneurs et leurs alliés avocats, scientifiques et médecins. Voir [ceci](#).

La possibilité que l'État policier émergent au Canada ne soit pas loin d'utiliser des armes contre les camionneurs pour les accuser de terrorisme a déjà été soulevée par un ancien agent de la GRC, Danny Bulford. Après avoir condamné le caractère « autoritaire » de la politique canadienne en matière de vaccins, Bulford a quitté la GRC où il a été un temps tireur d'élite dans l'unité chargée de protéger Justin Trudeau. Écoutez ses avertissements sur les intentions possibles de saboteurs au sein du gouvernement qui pourraient chercher à salir et à criminaliser les camionneurs canadiens qui ont courageusement pris une position audacieuse pour défendre la démocratie canadienne et l'État de droit.

Anthony Hall

Article original en anglais :



[Trudeau's Emergency Bid to Wage a War on His Political Opponents Is Based on Fraud and Wholesale Violations of Canada's Constitution](#)

Traduction par Mondialisation

Photo en vedette par Micheline Ladouceur

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Anthony Hall](#), Mondialisation.ca, 2022

Articles Par : [**Anthony Hall**](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca